

***Cette guerre est une guerre contre les enfants, a dénoncé M. Lazzarini. C'est une guerre contre leur enfance et leur avenir.***

Selon une estimation récente parue sur le site de la revue médicale britannique [The Lancet](#), ce ne sont pas 39 000 personnes, mais possiblement «jusqu'à 186 000» personnes, «voire plus» qui pourraient mourir dans cette guerre interminable, tuées par les bombes, ensevelies sous les décombres, victimes de la faim, de la soif ou de conditions sanitaires déplorables.

39 175 personnes auraient été tuées, dont plus de 14 100 enfants (En Ukraine, c'est près de 2000 enfants tués selon l'UNICEF) et 9 000 femmes. Plus de 90 400 personnes auraient été blessées, dont 12 320 enfants. Des milliers d'autres sont portées disparues et seraient probablement sous les décombres. Selon nos estimations, un enfant est blessé ou tué toutes les dix minutes. Et plus de 17 000 enfants sont devenus orphelins.

alors que les bombardements s'intensifient sur Gaza, les députés du Parlement israélien ont [confirmé leur opposition à toute solution politique à deux États](#).

La résolution, présentée et adoptée le 18 juillet devant la Knesset (le Parlement israélien) mentionne que «l'établissement d'un État palestinien au cœur de la terre d'Israël constituerait une menace existentielle pour l'État d'Israël et ses citoyens, perpétuerait le conflit israélo-palestinien et déstabiliserait la région»...

Elle signale en outre clairement « à la communauté internationale que la pression pour imposer un État palestinien à Israël est futile ».

Dans le même temps la cour internationale de justice [estime \(ou plutôt rappelle\) que l'occupation des territoires palestiniens par Israël depuis 1967 est «illégal»](#)

*«La Cour internationale de justice a conclu de façon décisive que l'intégralité de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza font partie des territoires palestiniens occupés. Elle a décidé que la présence israélienne – l'occupation militaire et les colonies – y est illégale et qu'elle doit s'en retirer au plus vite. Elle a confirmé l'applicabilité de la Quatrième Convention de Genève dans les territoires palestiniens occupés [...] et qu'Israël pratique une ségrégation raciale et l'apartheid contre le peuple palestinien, et oblige Israël à payer une compensation aux Palestiniens »* pour les torts infligés,

l'Assemblée générale des Nations Unies du 3 décembre 1982 qui a supprimé tout doute ou débat sur le droit légal des peuples occupés à résister aux forces d'occupation par tous les moyens reconnus. Elle affirme **“la légitimité de la lutte des peuples pour l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité nationale et la libération de la domination coloniale et étrangère, par tous les moyens disponibles, y compris la lutte armée”**. Il n'y a donc pas de disparités en droit international...

Lors des JO, nous disons notre colère face à la présence du président des génocidaires israéliens à Paris, Isaac Herzog, qui a été photographié fièrement en train de dédicacer des obus israéliens destinés à massacrer les habitants de Gaza . La présence d'athlètes Israéliens qui servent aussi dans l'armée est inacceptable alors que la Russie et la Biélorussie sont interdites de drapeaux et d'hymnes .

C'est bien la complicité de ses alliés nord-américains et européens qui permet à Netanyahou de poursuivre sa politique effroyable faite de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Seule la fin de l'impunité d'Israël pourra permettre d'espérer l'arrêt de cette guerre régionale. L'AFPS rappelle la nécessité absolue d'un cessez-le-feu immédiat et permanent et d'une mobilisation en solidarité avec le peuple palestinien et tous les peuples victimes de cette fuite en avant d'Israël vers un embrasement généralisé de la région.

Nous réfutons toutes les accusations d'antisémitisme lorsque nous dénonçons les violations du droit par Israël depuis 76 ans et exprimons notre solidarité totale avec le peuple palestinien. Nous continuerons à revendiquer une totale liberté d'expression et d'action pour l'ensemble des personnes, des organisations et des élu-es qui décident d'exprimer une telle solidarité

Une fois de plus, le narratif israélien a été repris en cœur par les États-Unis et les principaux médias occidentaux sans qu'aucune enquête internationale ne soit ouverte.